

Anne-Marie de Longevialle Moulaï entre au conseil municipal

II

ÉDITO

Anne-Marie qui êtes-vous ?

Sévrienne depuis mon enfance, j'ai fait l'ensemble de mes études à Sèvres. Agée de 47 ans, je suis mariée et mère de 2 enfants. De formation financière, je suis trésorière au sein d'une entreprise œuvrant pour l'insertion par le logement. Partageant les valeurs de gauche depuis mon adolescence, je suis adhérente au PS depuis 2006 et trésorière de la section de Sèvres. Passionnée par la céramique et sa pratique, je suis membre de l'association sévrienne Terra.

Etes-vous déjà impliquée dans la vie locale ?

Je me suis impliquée dans la vie locale dès l'entrée de mes enfants à l'école maternelle des Bruyères au sein de la fédération de parents d'élèves FCPE. Présidente de l'union locale des Bruyères pendant 5 ans et représentante de la FCPE à la Caisse des Ecoles, déléguée de parents d'élèves au collège, je suis actuellement élue au conseil d'administration du lycée J.P. Vernant. Durant ces années d'engagement, je me suis notamment battue pour le maintien du ramassage scolaire menacé par le maire actuel. En 2011-2012, j'étais membre du Comité Sévrien du Développement Durable



Comment voyez-vous votre rôle au conseil municipal ?

Fortement impliquée lors de la dernière campagne municipale notamment sur les sujets d'éducation et de jeunesse, je veux m'inscrire aujourd'hui dans une opposition vigilante et constructive. Avec les autres élus PS, je m'attacherai à promouvoir les valeurs de solidarité et de justice dans l'action locale.

VIVE LE MARIAGE POUR TOUS

Il y a quinze ans, au moment du débat sur le projet de loi sur le PACS, nous écrivions dans ces mêmes colonnes : « Aujourd'hui, la gauche élargit les possibilités légales d'union entre deux personnes avec le Pacte Civil de Solidarité (...) Cet élargissement est nécessaire pour rapprocher les droits de tous les citoyens dans le domaine crucial de l'union entre deux personnes ». A l'époque, seule Roselyne Bachelot avait eu le courage à droite de voter pour le PACS.

Alors que le projet de loi ouvrant le droit au mariage et à l'adoption pour tous, magistralement porté par la Garde des Sceaux Christiane Taubira, vient d'être adopté par l'Assemblée nationale, force est de constater que rien n'a changé dans le paysage politique de notre pays. Comme en 1998, la droite a fait une nouvelle fois, par ses désolants combats d'arrière-garde, la preuve de son conservatisme forcené et de son attachement à des valeurs contraires à l'évolution de notre société.

Et c'est l'honneur de la gauche, et de quelques députés de la droite, reconnaissons-le, d'avoir compris que le temps était venu d'inscrire dans la loi l'évolution vers l'égalité de cette grande institution de la République qu'est le mariage civil, symbole de notre société laïque.

2

Billet d'humeur
Impôts

3

Emploi des jeunes
Des Sévriens nous écrivent

4

Débat : la gauche,
la crise et l'emploi

Billet d'humeur : les vœux partisans du maire de Sèvres

Le moins que l'on puisse dire est que le maire n'a pas été à la hauteur de sa fonction à l'occasion de ses vœux aux Sévriens. Entouré des ténors de l'UMP des Hauts-de-Seine, qu'il a tenu à saluer un par un, il s'est livré à une attaque partisane contre l'action du gouvernement et n'a pas eu un mot de remerciement pour les conseillers municipaux qui gèrent la ville à ses côtés.



Ce n'est pas l'idée que nous nous faisons du rôle d'un Maire,

qui doit répondre aux attentes de tous les Sévriens, quels que soient leur quartier, leur engagement dans la ville, leur âge ou leur activité professionnelle.

Ce n'est pas l'idée que nous nous faisons du rôle d'un Maire,

qui doit respecter l'ensemble des élus de la ville, qui, chacun selon sa responsabilité et en relation étroite avec les associations, anime la vie locale en valorisant les initiatives spontanées ici ou là.

Ce n'est pas l'idée que nous nous faisons du rôle d'un Maire,

qui doit être le garant d'une ville entreprenante et durable, conviviale et solidaire, avec des services publics accessibles à tous les habitants.

Le moins qu'on puisse dire est que le Maire n'est pas à la hauteur de ses fonctions quand, mois après mois, il transforme l'éditorial du Sévrien en tribune politicienne.

Les élus du groupe socialiste.

Monsieur le Maire, pourquoi ne baissez-vous pas les impôts des Sévriens ?

Le maire va claironner dans tout Sèvres que les taux des impôts (taxe d'habitation et taxe foncière) des Sévriens n'augmenteront pas en 2013.

Sachez-le, c'est faux !

Certes, le taux communal des impôts n'augmentera pas en 2013. Mais la taxe d'habitation prélevée sur les ménages sévriens par GPSO augmentera, elle, de 9 %. Qui plus est, GPSO crée une taxe foncière communautaire dont le taux est fixé à 0,65 %.

Là est la supercherie.

Car le produit de ces hausses des impôts communautaires sera reversé directement à la ville de Sèvres qui se verra ainsi dotée de 660 000 € supplémentaires de la part de GPSO en 2013.

C'est simple et il suffisait d'y penser. En année électorale, le maire n'augmente pas les impôts et laisse GPSO, organisme éloigné et technocratique peu connu des Sévriens, le faire. Il empêche par contre le produit de ces hausses et le tour est joué !

Que va-t-il en faire ?

Il le dit sans détour : augmenter le taux d'épargne de la ville, non pas pour investir, mais pour se désendetter plus vite. Outre que le désendettement n'est certainement pas une priorité, à quoi sert d'augmenter encore la cagnotte de la ville, alors que le budget communal n'augmente pas ?

A l'inverse, le maire a aujourd'hui l'opportunité de baisser enfin les impôts des Sévriens, comme d'autres villes proches le font. La baisse pourrait être d'au moins 500 000 €.



Mais il ne le fait pas et continue à ponctionner, inutilement, le pouvoir d'achat des ménages sévriens. Pourquoi ?

Lire aussi sur le site : www.partisocialiste-sevres.org
l'intervention de nos élus au Conseil communautaire de GPSO en février 2013

GPSO : Grand Paris Seine Ouest

Communauté d'agglomération regroupant Sèvres, Ville-d'Avray, Chaville, Boulogne-Billancourt, Meudon, Issy-les-Moulineaux, Vanves.

Emploi des jeunes : une priorité qui ne mobilise pas les maires de droite

L'accès des jeunes au marché du travail est une priorité absolue pour le gouvernement. Tous, dans notre famille et parmi nos proches, nous connaissons le cas de jeunes en difficulté pour accéder à un emploi. Stages, intérim et CDD à répétition sont, hélas, leur lot habituel. A fin 2012, dans notre pays, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans dépassait 25 %.

Pour combattre ce fléau, plusieurs dispositifs ont été mis en place par le gouvernement. Outre le crédit d'impôt pour les entreprises qui développent l'emploi, le contrat de génération et les emplois d'avenir ciblent tout particulièrement les jeunes.

Le dispositif des emplois d'avenir vise à créer des emplois pérennes pour les jeunes sans qualification dans le secteur social et le développement durable. Principalement destiné aux collectivités locales et aux associations, il prévoit que l'Etat subventionne à hauteur de 75% du Smic, pendant 3 ans, les employeurs qui embaucheront des jeunes. Le gouvernement a fixé un objectif de 150 000 emplois d'avenir en 2013, dont 1 400 dans les Hauts-de-Seine, et plus précisément 89 pour les sept communes de GPSO.

Quatre mois après la mise en place de ce dispositif, quel est le bilan ? Seulement 11 emplois d'avenir sont signés ou en cours de signature sur le territoire de GPSO, soit à peine 12% de l'objectif. GPSO est très loin du compte.

Les maires de GPSO, tous de droite, disent que le dispositif « manque de visibilité ». Ce n'est pas le cas, puisque ces contrats entrent dans le cadre des contrats uni-

ques d'insertion, bien connus désormais des collectivités locales.

Le peu d'enthousiasme des maires de GPSO a sans doute une autre cause et si

la mise en œuvre de ce dispositif ne s'accélère pas, il faudra se poser la question de savoir si ces maires ne font pas, tout simplement, de l'obstruction politique sur ce projet destiné à nos jeunes.

Lire aussi sur le site : www.partisocialiste-sevres.org
l'intervention de nos élus au Conseil communautaire de GPSO en février 2013.



Des Sévriens nous écrivent à propos de la collecte des ordures ménagères

Les nouvelles modalités pour le tri des déchets à Sèvres sont encore à améliorer, si l'on en juge par les nombreux courriers que nous recevons.

Dans le quartier des Bruyères, on peut voir des décharges sauvages au niveau du petit bois (devant les tennis) ainsi qu'au niveau du local des containers de la rue de Wolfenbüttel.

Les entreprises qui devraient vider les bacs gris le lundi matin et les bacs jaunes le mardi matin dans les copropriétés de Sèvres, font parfois l'inverse, au détriment de l'efficacité de la collecte sélective, ceci au dire de nos lecteurs.



Le rappel des nouvelles règles de ramassage des déchets, expliquées dans le Sévrien de décembre 2012, qui visent à faire des économies sur la collecte des déchets, n'ont manifestement pas été comprises.

De plus, les Sévriens comprennent mal pourquoi cette diminution de service ne se traduit pas par une baisse d'imposition (voir la tribune libre des élus socialistes dans le Sévrien de janvier 2013).

Débat : la gauche, la crise et l'emploi

L'emploi a inauguré le cycle des ateliers-débats que les socialistes de Sèvres ont décidé d'organiser pour discuter des questions cruciales pour l'avenir du pays et des réponses qu'apporte le gouvernement de François Hollande. Les débats ont tourné autour des actions à mener :

1 - La nécessité d'une relance économique au niveau européen, car sans croissance, pas de baisse du chômage.

2 - L'importance des dispositifs en faveur des entreprises, comme le crédit-impôt pour la compétitivité et l'emploi, la formation tout au long de la vie et l'aide de la Banque publique d'investissement aux PME.

3 - Les actions pour relancer l'emploi, notamment pour les jeunes et les seniors, premières victimes du chômage de masse ; l'objectif affiché de 500 000 contrats de génération sur 5 ans, de 150 000 contrats d'avenir signés pour 3 ans en 2014 sont des outils au service de cette relance de l'emploi.

4 - Les accords patronat-syndicats pour aider les entreprises à passer des moments difficiles en s'adaptant sans licencier, avec en contrepartie, l'instauration de plus de démocratie sociale dans le management de l'entreprise ; des dis-

positifs devraient également être mis en place pour mieux protéger les entreprises sous-traitantes, à l'image de ce qui se fait en Allemagne.

Pour ceux qui ont assisté à ces débats, ces mesures ouvrent des perspectives d'avenir. Seront-elles suffisantes ?

Réponse en 2014.

Atelier-débat sur l'école :

Lundi 25 février à 20 h 45

au local du parti socialiste de Sèvres

**Il faut regarder la réalité en face,
l'école française va mal,
les inégalités sociales sont fortes
et l'échec scolaire massif.**

**Quels sont les axes majeurs du projet
de loi pour la refondation
de l'école de la République ?**

**Quel rôle y jouent les collectivités
locales ?**

Comment mobiliser tous les acteurs ?

Parce que votre avis compte, les socialistes de Sèvres lancent une grande consultation sur l'ensemble de la ville pour mieux apprécier les besoins des Sévriens. Répondre à ce questionnaire ne vous prendra que quelques minutes et nous permettra de faire des propositions pour améliorer votre quotidien.

Pour répondre à cette consultation : adresse web : <http://www.partisocialiste-sevres.org/>
ou écrivez à : actionsevrienne@free.fr

L'ACTION Sévrienne

Journal socialiste de Sèvres

Directeur de la publication

Patrick Pétour

CPPP 10091

Comité de rédaction

Jacques Blandin

Catherine Cyrot

Frédéric Durdux

Pierrette Lafue

Geneviève Maquart



Section de Sèvres - Ville d'Avray - Vaucresson

Abonnement de soutien à l'Action sévrienne : 6 numéros par an - 20 €
Chèque à adresser à Pierrette Lafue, 11 place d'Orion 92360 Meudon-la-Forêt

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Email _____

Vous pouvez aussi recevoir sur demande l'Action sévrienne par mail